Un système monétaire au service du climat (2)

Partage international n° 433 – Septembre 2024

par Sebastian Graf et Lars Graf

Dans la première partie de cette série, nous avons montré l'insuffisance des stratégies actuelles pour enrayer le dérèglement climatique. Il est nécessaire de retirer le CO2 de l'air (séquestration du carbone), mais cela est coûteux et les démocraties ne sont pas adaptées pour entreprendre de longs projets coûteux, vu les cycles électoraux de quatre ans.

De plus, la séquestration du carbone est complexe, étant donné les volumes concernés, les dépenses en énergie que cela implique et la durabilité incertaine du stockage. Dans cette deuxième partie, nous examinons comment les banques centrales pourraient financer les activités d'élimination du carbone sans affecter le budget des Etats et les stratégies politiques à court terme.

Gestion indépendante de la masse monétaire

Les banques centrales, comme la Réserve fédérale ou la Banque centrale européenne (BCE), fonctionnent en dehors des structures gouvernementales afin d'assurer leur indépendance dans les prises de décisions monétaires. Cela permet d'éviter les interférences politiques dans les décisions économiques, laissant les banques centrales se focaliser sur la stabilité économique à long terme plutôt que sur les gains politiques à court terme. On peut faire l'analogie avec une gestion à long terme de la stabilité climatique, à l'opposé des agendas politiques à court terme.

Les banques centrales gèrent la monnaie d'un pays, la masse monétaire et les taux d'intérêt. Elles visent à assurer la stabilité financière et à favoriser la croissance économique en maîtrisant l'inflation et en évitant la déflation, en régulant le système bancaire, et en agissant comme prêteur de dernier recours en cas de crise financière. Elles gèrent également les réserves de devises étrangères et d'or pour influencer ou stabiliser le taux de change de la monnaie nationale, ce qui est crucial pour le commerce extérieur.

La masse monétaire doit rester en rapport avec la productivité de l'économie. Trop d'argent en circulation provoque l'inflation, faisant augmenter le coût de la vie et réduisant la valeur de l'épargne. Une masse monétaire trop limitée provoque la déflation, entraînant une baisse des prix. Ceci peut sembler positif, mais en réalité, cela ralentit l'économie et réduit l'emploi, car la consommation et les investissements sont sans cesse retardés. La plupart des banques centrales visent une légère inflation d'environ 2 % par an. On peut là aussi faire l'analogie avec la gestion des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Trop de CO_2 dans l'air, comme trop de monnaie en circulation, provoque des déséquilibres, dans ce cas, la hausse des températures mondiales et la déstabilisation du climat.

La monnaie « fiat » moderne est essentiellement fictive

Dans le passé, l'argent créé était adossé à des ressources physiques rares, comme l'or ou l'argent, extraits du sol. Aujourd'hui, les cryptomonnaies modernes comme le Bitcoin pèsent sur les ressources en consommant de l'énergie pour des calculs informatiques inutiles.

Dans le cas des monnaies modernes comme le dollar américain, l'euro et le yen japonais, aussi appelées monnaies « fiat », la banque centrale nationale décide de la quantité de monnaie qu'elle souhaite mettre en circulation. Et elle crée cet argent en le prêtant aux gouvernements et aux entreprises en achetant leurs obligations, ou par le mécanisme de l'assouplissement quantitatif, ou en le prêtant aux banques commerciales qui prêteront elles-mêmes un multiple de leurs réserves bancaires.

Cette création de monnaie basée sur la dette nécessite toujours de rembourser davantage, sous forme d'intérêts, que le montant initialement prêté, ce qui pousse l'économie mondiale à croître constamment. Cette croissance augmente la consommation de ressources naturelles, réduit la fertilité des sols, détruit les habitats, et entraîne une perte de biodiversité, dépassant la capacité de renouvellement de la planète. En 2023, la capacité de charge naturelle de la Terre a été dépassée le 3 août, jour connu sous le nom de « Jour du dépassement de la Terre ».

La banque centrale régule la masse monétaire en circulation en achetant ou en vendant des obligations et en fixant les taux d'intérêt nationaux et le taux de réserve bancaire (soit, aux Etats-Unis, environ 10 % des crédits accordés par les banques à leurs clients).

Banques centrales – une solution pour financer la remédiation climatique ?

Pour éviter les pires effets du dérèglement climatique, une grande quantité de ressources économiques – travail, technologie et capital – doit être consacrée à l'extraction du carbone de l'air. Cela doit être financé, mais pour des raisons politiques, cela ne peut provenir du budget des Etats ou de la fiscalité.

Plutôt que les banques centrales injectent de l'argent en le prêtant avec intérêt aux gouvernements, aux entreprises (parfois des compagnies pétrolières) et aux banques, pourquoi ne pas financer directement des initiatives de séquestration du carbone ou prêter aux entreprises engagées dans la remédiation climatique, par exemple via des « Obligations vertes » ?

Les banques centrales financeraient directement ou indirectement des activités d'élimination du carbone, créant ainsi des emplois qui rémunèrent les salariés, lesquels dépensent ensuite cet argent pour la consommation, créant ainsi d'autres emplois et salaires. Les technologies et machines nécessaires à la suppression du carbone devraient également être fabriquées, créant encore plus d'emplois et de salaires.

Les autres outils traditionnels resteraient naturellement disponibles pour les banques centrales afin de gérer l'économie. Cependant, si les dépenses des banques centrales pour la séquestration du carbone devenaient le principal moyen de création monétaire, d'importantes sommes d'argent et d'activités économiques pourraient être allouées à cette tâche bénéfique à long terme pour tous. Encore une fois, les banques centrales sont dans une position unique pour exécuter des stratégies économiques et climatiques à long terme, car leur indépendance les protège quelque peu des processus politiques quotidiens et à court terme.

Mais il faut une solution mondiale…

Cela peut fonctionner, mais il demeure un problème. Cela n'aurait aucun sens si seulement les banques centrales de certains pays le faisaient, pendant que d'autres bénéficieraient sans rien faire de la réduction du CO_2 dans l'atmosphère et d'une baisse des prix du pétrole et du gaz.

Cela nécessite donc une coordination mondiale entre toutes les banques centrales et entre tous les pays, même s'ils sont en concurrence ou en guerre. Heureusement, un mécanisme existe déjà : une banque centrale internationale des banques centrales, dont presque tous les pays sont membres, et qui dispose d'une structure de gouvernance sensée avec une répartition équitable des droits de vote et sans droit de veto (comme celui qui bloque souvent les décisions du conseil de sécurité de l'Onu). Cette banque centrale des banques centrales émet même sa propre monnaie, utilisée mondialement par ses membres pour gérer leurs réserves de devises étrangères.

Dans la dernière partie de cette série, nous examinerons comment le Fonds monétaire international (FMI), avec ses 190 pays membres et sa structure de gouvernance unique, pourrait être réorienté pour gérer et financer l'élimination du carbone à l'échelle mondiale.

Auteur : Sebastian Graf et Lars Graf, Sebastian Graf : il dirige TrueCarbon.org, une start-up spécialisée dans la remise en état du climat. Lars Graf : citoyen allemand et américain, il a suivi une formation d'ingénieur à l'université de Princeton. Il a également été entrepreneur en informatique et PDG dans la Silicon Valley, et a étudié l'économie du développement dans le cadre d'un programme de la London School of Economics.
Thématiques : Économie
Rubrique : Divers